

AMNESTY INTERNATIONAL

DECLARATION PUBLIQUE

Index AI : MDE 11/3756/2016

AILRC-FR

1^{er} avril 2016

Alors que Bahreïn accueille le Grand Prix de Formule 1, Amnesty International demande aux autorités de mettre un frein à la répression

Le 1^{er} avril 2016, Amnesty International a demandé aux autorités bahreïnitesses de célébrer la tenue du prestigieux Grand Prix de Formule 1 en libérant immédiatement et sans condition tous les prisonniers d'opinion détenus uniquement pour avoir exprimé pacifiquement leurs points de vue et en mettant fin au harcèlement des militants politiques et des défenseurs des droits humains.

Malgré les promesses de réforme formulées en 2011 face à la colère populaire et aux critiques internationales qui avaient suivi la répression de manifestations de grande ampleur par les autorités, la répression est toujours en roue libre à Bahreïn.

Les autorités ont fortement restreint l'exercice pacifique des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion, elles n'ont pas combattu efficacement la torture et les autres formes de mauvais traitement en détention ni les violences policières, et elles ont prononcé de lourdes peines d'emprisonnement et des condamnations à mort à l'issue de procès d'une iniquité flagrante. Les autorités ont également déchu des ressortissants bahreïnitesses de leur nationalité pour des raisons de sécurité qui restent floues, rendant ceux-ci apatrides et les expulsant du pays.

Le week-end du 2 au 3 avril, les autorités bahreïnitesses vont, comme les années précédentes, utiliser l'événement sportif du Grand Prix de Formule 1 pour donner l'image d'un pays ouvert et réformateur. Or, cette image est loin de refléter la réalité.

Des personnalités politiques languissent en prison depuis 2011. D'autres personnes qui ont continué de demander une réforme pacifique ou de critiquer les actions des autorités ont été emprisonnées à l'issue de procès iniques. Les condamnations de **Sheikh Ali Salman**, **Fadhel Abbas Mahdi**, **Ebrahim Sharif** et **Zainab al Khawaja** – respectivement à quatre ans, cinq ans, un an, et trois ans et un mois d'emprisonnement – ne sont que quelques exemples sur la longue liste des traitements réservés par les autorités à leurs détracteurs pacifiques.

D'autres personnes non emprisonnées sont sous le coup d'une inculpation ou sont confrontées à des restrictions arbitraires. Malgré les appels répétés de différents organes gouvernementaux et non gouvernementaux, l'éminent défenseur des droits humains **Nabeel Rajab** ne peut toujours pas quitter Bahreïn. **Sheikh Maytham al Salam**, ardent défenseur des libertés d'expression et de religion, attend un nouveau passeport depuis janvier 2016. Bien qu'il ait déjà demandé au moins neuf fois aux autorités compétentes du ministère de l'Intérieur de lui fournir plus d'informations, il attend toujours une explication sur les raisons de ce retard. De telles pratiques constituent des restrictions arbitraires du droit de ces personnes de circuler librement et entravent leur travail de défense des droits humains. Sheikh Maytham al Salman et Nabeel Rajab risquent également d'être poursuivis en justice pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression.

Toute personne qui chercherait à critiquer publiquement les autorités alors que des journalistes et visiteurs du monde entier sont présents à Bahreïn pour le Grand Prix s'exposerait probablement à de graves conséquences. Les autorités ont interdit les manifestations à Manama jusqu'à nouvel ordre, et la police antiémeutes a utilisé à de nombreuses reprises du gaz lacrymogène et des armes à feu pour disperser des manifestations dans d'autres villes et villages, arrêtant des manifestants et faisant des blessés graves.

Très peu de membres des forces de sécurité font l'objet d'une enquête et sont poursuivis pour torture ou violence contre des manifestants ou des détenus. Les rares qui l'ont été étaient généralement des agents subalternes, et ils ont été acquittés ou condamnés à des peines symboliques. Parallèlement, Amnesty International continue de recevoir des informations faisant état d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements commis en détention ou lors d'interrogatoires. Lorsque des victimes et leurs avocats soulèvent cette question devant les tribunaux, leurs allégations sont souvent ignorées ou insuffisamment examinées, ce qui renforce la culture de l'impunité – que les autorités ont pourtant affirmé à plusieurs reprises s'employer à éliminer.

La tendance croissante au recours à l'expulsion de personnes déchues arbitrairement de leur nationalité est un autre exemple de l'érosion alarmante des droits humains à Bahreïn. Cette évolution donne froid dans le dos et témoigne du fait que les autorités bahreïnites ont trouvé là une autre arme de choix pour réduire au silence les dissidents et se débarrasser des personnes « indésirables ».

Si les autorités de Bahreïn veulent montrer au monde une image plus positive, il faut qu'elles améliorent la situation des droits humains dans le pays. La libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers d'opinion, l'arrêt des expulsions et l'adoption de réformes judiciaires et législatives conformes aux droits humains seraient un bon début.

/FIN